Haïti - Diplomatie : Haïti s'excuse auprès du Canada et de la France 28/10/2019



Suite à la violente manifestation de dimanche, le Ministère des Affaires Étrangères a condamné les attaques contre les mission diplomatiques dans le pays, et annonce avoir présenter les excuses du Gouvernement haïtien aux ambassadeurs du Canada et de France.

"Le Ministère des Affaires Etrangères informe la Presse parlée, écrite, télévisée et en ligne que le dimanche 27 octobre 2019 des manifestants ont érigé une barricade enflammée devant l'enceinte de l'Ambassade du Canada sise à Delmas et en ont profité pour lancer un cocktail Molotov sur la Cour de ladite Ambassade blessant à la jambe un agent de la Police Nationale d'Haïti qui assurait la sécurité de cette

mission diplomatique.

Par ailleurs, le vendredi 25 octobre 2019, des manifestants avaient déjà lancé un cocktail Molotov et des jets de pierres sur l'Ambassade de France, sans faire de victime.

La Chancellerie condamne avec force ces actes barbares qui sont contraires à l'esprit d'hospitalité du peuple haïtien et au principe d'inviolabilité que jouissent les Missions Diplomatiques, conformément à l'article 22 de la Convention de Vienne de 1961 sur les Relations Diplomatiques.

Le Chancelier, Son Excellence Monsieur Bocchit Edmond s'est déjà entretenu avec les ambassadeurs du Canada et de France pour exprimer les regrets et présenter les excuses du gouvernement haïtien suite à ces évènements regrettables. Informé de cette situation, le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique a déjà passé des instructions à la Direction centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) pour qu'une enquête soit ouverte afin que les responsables de ces actes soient arrêtés et jugés selon les prescrits de la loi."

Haïti - FLASH : Manifestations de plus en plus violente 28/10/2019



Hier dimanche des manifestants réclamant entre autre la démission du Président Jovenel Moïse, ont sur la route de Delmas, devant l'Ambassade du Canada, fait brûler une pile de pneu noircissant la façade d'entrée. À Delmas 75, les manifestants ont incendié un véhicule non loin de la même ambassade.

À Delmas 71 des manifestants ont tenté d'incendier une succursale de la UNIBANK logée dans le complexe Lafayette, mettant le feu à l'ATM, les sapeurs-pompiers sont arrivé à temps pour éviter la propagation.

Les manifestants sur la route de Delmas ont mis le feu à la génératrice du local de BANJ, Delmas 66.

Le restaurant La Coupole, entre Delmas 71 et 73 a aussi été la cible d'un incendie...

Des policiers qui manifestaient en civile pour pour exiger un meilleur traitement (salaire, règlement de discipline, assurance...) ont tirés en l'air lors de leur marche, d'autre tires à l'arme lourde ont été entendu le long du parcou. En dépit d'une mise en garde du haut commandement de la PNH, les policiers protestataires ont parcouru, notamment, la route de Delmas pour aboutir devant la Direction générale de l'institution policière, à Pétion-ville, où ils ont exposé leurs revendications.

En marge de la manifestation la Police Nationale d'Haïti (PNH) a fait état de 2 morts, près de l'ancien cimetière de Pétion-ville, un individu non identité a été tué par balle, la population en colère a mis le feu à son agresseur. Le juge Dieudonné Fidelito a procédé au constat légal. Les manifestants ont emporté le premier cadavre.

Tandis qu'au niveau de Delmas 95, le "prophète" autoproclamé Mackenson Dorilas qui se trouvait sur un char musical, a pris la fuite moment où des tirs sporadiques ont été entendus dans la zone. https://www.icihaiti.com/article-29056-icihaiti-religion-la-crise-au-pays-serait-l-oeuvre-d-un-mauvais-esprit.html

Haïti - Politique : Arrestation de 4 étudiants, le Rectorat se défend 28/10/2019



Hier dimanche, le Rectorat de l'Université d'Etat d'Haïti (RUEH), dans une note a condamné « énergiquement cette dangereuse et mensongère propagande, selon laquelle, il aurait intimé l'ordre aux autorités judiciaires d'incarcérer quatre des personnes qui participaient à la manifestation [d'une centaine d'étudiants de l'Université d'Etat d'Haïti], le vendredi 25 octobre dernier [réclamant la démission du Président Jovenel Moïse].

Aucune instance du Rectorat n'a communiqué ni avec la police,

ni avec le Parquet sur cette affaire dont il ignore les tenants et aboutissants.

Le Rectorat invite les autorités compétentes à respecter les droits des personnes concernées en vertu des lois et conventions en vigueur. »

Notez qu'hier dimanche les quatre étudiants étaient toujours en prison malgré un ordre de libération signé par un juge de Paix. Des dirigeants de l'opposition accusent le Commissaire du Gouvernement d'obstruction à la justice.

Aussi, l'Ambassade de France dont les locaux ont fait l'objet samedi 26 octobre d'attaques violentes dénuées de toute justification, rejette fermement les rumeurs totalement infondées, selon lesquelles elle aurait demandé l'arrestation d'étudiants participants à une manifestation.

HL/ HaïtiLibre

Haïti - Tourisme : Perte de près de 60% des emplois dans le secteur touristique 28/10/2019



Déjà affecté par les interdictions de voyager en Haïti émis notamment par les États-Unis, le Canada et la France, le nombre de touristes arrivés par avions en Haïti est passé de 515,000 à 420 000 en 2018 (-18%) et selon Raina Forbin, Présidente de l'Association touristique d'Haïti (ATH) le nombre de visiteurs va encore diminuer en 2019, rappelant que le trafic aérien avait déjà été réduit de 30% et qu'en octobre le secteur avait atteint le niveau le plus bas jamais constaté en Haïti...

Avec les manifestations a répétitions ces dernière semaines qui ont quasiment paralysé toutes les activités économiques du

pays, la situation dans le secteur touristique a empiré. En raison de l'insécurité généralisé, beaucoup d'employés de ce secteur ne sont plus en mesure de se rendre sur leur lieu de travail. « La situation est très préoccupante », a reconnu Mme Forbin qui révèle que plusieurs entreprises membres de l'association, pour

réduire leur perte, prennent des mesures drastiques et de nombreux employés qualifiésse retrouvent du jour au lendemain au chômage ou sont mis en disponibilité.

Rappelons que l'hôtel 5 étoile « Best Western Premier » à Pétion-Ville a annoncé sa fermeture définitivement le 31 octobre prochain, l'hôtel Royal Oasis a mis en disponibilité provisoirement une partie de son personnel ; dans le Sud, presque tous les hôtels sont fermés ; sur la Côte des Arcadins beaucoup de mises à pied et de suspension de personnels faute de clients....

Mme Fortin estime que les emplois dans ce secteur vont être réduits de 50 à 60%.

Haïti - FLASH : Un haut gradé de la PNH révoqué 27/10/2019 11:13:56



Samedi sur les ondes d'une radio de la capitale, le Commissaire Michel-Ange Louis Jeune, Porte-parole de la Police Nationale d'Haïti (PNH) a confirmé que l'Inspecteur Général Frantz Georges, responsable des renseignements au sein de la Police Nationale d'Haïti (PNH) avait été révoqué après avoir fait l'objet de mesures conservatoires à la suite plusieurs enquêtes interne.

Cette décision a été prise conjointement par l'Inspection Générale de la PNH et le Haut commandement de l'institution

policère.

Frantz Georges est accusé de corruption, de fraude administrative, de trafic de stupéfiants et d'être impliqué dans une affaire le détournement de cartes de débit de carburant destinés aux policiers de différentes unités et enfin il est soupçonné d'implication dans l'assassinat de l'inspecteur de police Jacques Dominique à Léogâne https://www.haitilibre.com/article-27815-haiti-actualite-zapping.html en mai dernier.

Selon le Commissaire Michel-Ange Louis Jeune, le dossier de Frantz Georges a déjà été transmis au Tribunal de Première Instance de Petit-Goâve.

La politique de tolérance zéro au sein de l'institution policière prôné par Normil Rameau le nouveau Directeur Général de la PNH https://www.haitilibre.com/article-28601-haiti-flash-le-chef-de-l-etat-remplace-le-dg-de-la-pnh.html, pourrait conduire à d'autres annonces de sanctions, selon les conclusions de plusieurs enquêtes internes en cours, menées sur d'autres agents et cadres de la PNH.

TB/ HaïtiLibre Haïti - FLASH : Un haut gradé de la PNH révoqué 27/10/2019



Samedi sur les ondes d'une radio de la capitale, le Commissaire Michel-Ange Louis Jeune, Porte-parole de la Police Nationale d'Haïti (PNH) a confirmé que l'Inspecteur Général Frantz Georges, responsable des renseignements au sein de la Police Nationale d'Haïti (PNH) avait été révoqué après avoir fait l'objet de mesures conservatoires à la suite plusieurs enquêtes interne.

Cette décision a été prise conjointement par l'Inspection Générale de la PNH et le Haut commandement de l'institution

policière.

Frantz Georges est accusé de corruption, de fraude administrative, de trafic de stupéfiants et d'être impliqué dans une affaire le détournement de cartes de débit de carburant destinés aux policiers de différentes unités et enfin il est soupçonné d'implication dans l'assassinat de l'inspecteur de police Jacques Dominique à Léogâne en mai dernier.

Selon le Commissaire Michel-Ange Louis Jeune, le dossier de Frantz Georges a déjà été transmis au Tribunal de Première Instance de Petit-Goâve.

La politique de tolérance zéro au sein de l'institution policière prôné par Normil Rameau le nouveau Directeur Général de la PNH, pourrait conduire à d'autres annonces de sanctions, selon les conclusions de plusieurs enquêtes internes en cours, menées sur d'autres agents et cadres de la PNH.

TB/ HaïtiLibre

PI/ HaïtiLibre

L'hôtel 5 étoiles Best Western, victime de la crise, annonce sa fermeture définitive



L'hôtel « Best Western Premier » le premier hôtel 5 étoiles tout compris sous franchise américaine à ouvrir en Haïti et le premier de ce type dans les Caraïbes, fermera ses portes définitivement le 31 octobre prochain, après seulement 6 ans d'existence en raison de l'instabilité et des trouble sociaux en Haïti qui durent depuis plusieurs mois, a confirmé Stanley Handal, l'un des principaux représentants de Carabimmo S.A., le Groupe promoteur du Projet.

Cet hôtel de 7 étages, comprenant 106 chambres, situé dans le quartier chic de Pétion ville, avait ouvert ses portes en mars 2013. Construit au coût de 15 millions de dollars américains et financé localement par le groupe Carabimmo, il était en grande partie propriété d'haïtiens. Cette fermeture mettra au chômage 150 emplois direct exclusivement haïtien et 500 autres indirect.

Pour Stanley Handal, cette fermeture définitive « est un coup dur pour le secteur touristique en Haïti », soulignant « [...] Il n'y a pas de touristes, personne ne vient séjourner à l'hôtel [...] il n'y a aucune raison de

rester ouvert... » ajoutant que le franchiseur « Best Western International » a été informé de cette fermeture définitive, précisant qu'a partir du 31 octobre « [...] nous ne serons plus sur le réseau mondial de Best Western [...] ». Concernant l'immeuble et les biens meubles de l'hôtel il a précisé « S'il y a des gens intéressés à les acheter, on vendra. Sinon on attendra [...] »

Best Western n'est pas le seul hôtel victimes des mobilisations et de la crise socio-politique qui paralyse tout le pays et dans laquelle s'enfonce Haïti . Le 17 octobre dernier, l'Hôtel Mont-Joli au Cap-Haïtien, attaqué par des individus en marge d'une manifestation de l'opposition radicale, avaient également jeté l'éponge et annoncé une cessation de ses opérations. Même les hôtels sur la Côte des Arcadins sont pris dans la tourmente et de nombreux emplois sont en périls...

Le secteur touristique s'effondre progressivement et rien ne permet de prévoir la fin de cette crise...

Haïti - FLASH : Résidence du Président, la police tient en échec les manifestants



Vendredi, plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue répondant à l'appel de l'opposition radicale dans la capitale et les principales villes d'Haïti, pour réclamer le départ du Président Jovenel Moïse.

Des affrontements et jets de pierres sur la route de Frères et le Boulevard du 15 octobre ont été rapportés, de l'huile usagée a été déversée sur une partie de l'avenue Martin Luther King, ainsi que dans la zone du Parc Sainte Therèse et de Canapé Vert...

Actes de vandalisme, pillages et violence étaient au rendez-

vous...

À Port-au-Prince des milliers de manifestants majoritairement des jeunes venant des quartiers défavorisés ont marché dans l'espoir d'atteindre la résidence du Chef de l'État située à Pèlerin 5.

À Pétion ville, la Police Nationale d'Haïti (PNH) avait déployé un important dispositif policier pour empêcher des milliers de manifestants d'atteindre Pèlerin 5. L'accès à la route principale qui mène à Pélérin et ses environs et au domicile du Président Jovenel Moïse avait été bloqué par deux camions de la PNH, équipés de canons à eau. Les forces de l'ordre ont utilisé les canons à eau et fait un usage abondant de gaz lacrymogène, lorsque les manifestants ont tenté de forcer un barrage policier. Des affrontements violents entre manifestants et policiers ont eu lieu à la place St Pierre transformée en un véritable champs de bataille, des manifestant ont tenté en vain d'incendier le Kinam Hôtel,

Les sénateurs Youri Latortue, Antonio Chéramy et Sorel Jacinthe ont été vue à proximité de la place Saint Pierre à la mi-journée avec les manifestants.

Les affrontements violents ont opposé plusieurs groupes de manifestants et la police anti-émeute toute l'après-midi, les manifestants qui lançaient des pierres et des bouteilles, ont été dispersés à plusieurs reprises par les forces de l'ordre à coups de grenades lacrymogènes, de tirs de balle de caoutchouc et de tir en l'air de rafales à balles réelles, les empêchant de progresser vers Pélerin 5, créant une vive tension et des mouvements de paniques à Pétion Ville. Des affrontement et des jets de pierres ont été rapporté entre autres à la Rue Faubert et dans la zone de l'église Sainte Thérès et des barricades enflammées sur les rues Grégoire et Pinchinat...

Les magasins avaient fermé leurs portes. Certains manifestants s'en sont pris à des entreprises et d'autres bâtiments de la commune. Ils ont tenté d'incendié le Kinam Hôtel et brûlé des tréteaux des petits commerçants. Plusieurs manifestants ont été blessés par des balles en caoutchouc.

L'objectif de l'opposition de se rendre à la résidence du Président Moïse chercher sa démission a été mise en échec par

la PNH.

André Michel, le Porte-parole de l'opposition radical du mouvement dit « Démocratique et Populaire » qui demande à la population de maintenir sa mobilisation, fait état d'au moins 4 mort et des 4 dizaines de blessés en Haïti dont il rend responsable la répression des forces de l'ordre.

Des manifestations ont également eu lieu en Province

Aux Cayes, une foule a pris le béton pour réclamer la démission du Président Moïse. On rapporte au moins 3 mort et plus d'une dizaine blessés. Suite a des actes de vandalisme, de violence et de menaces sur le personnel hospitalier, l'Hôpital général des Cayes a suspendu temporairement ses services.

À Cap-Haïtien les manifestants ont tenté de faire irruption dans le quartier résidentiel de Carrenage où des heurts ont eu lieu entre manifestants et force de l'ordre un déluge de grenade lacrymogène et de pierres...

À Jérémie des manifestants ont tenté d'incendier une maison voisine de la succursale de la Unibank, à la rue Mgr. Beaugé. Plusieurs affrontements ont rapportés entre manifestants et policiers. Des rafales d'armes automatiques ont été entendues au centre-ville.

À Miragoâne des centaines de manifestants ont lancé des pierres en direction des locaux de la Direction Départementale des Nippes du Ministère de l'Economie, brisant les vitres des fenêtres du bâtiment. Toutes les activités étaient paralysées...

Par ailleurs les routes ont été bloquées à Jacmel à Léogane, à Petit-Goave, à Chalon, à Fond-des-Nègres aux Gonaïves ainsi qu'à Haut Ledier, (entre Mirebalais et Hinche)

SL/TB/PI/HaïtiLibre